

[Nom Prénom
Adresse]

Monsieur le président de la République
Palais de l'Elysée
55 rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 Paris, France

[Lieu], le [date]

Monsieur le Président de la République,

La France et d'autres pays du G7 ont reconnu l'Etat de Palestine le 21 septembre 2025 lors de l'Assemblée générale des Nations unies.

Ces reconnaissances, qui à ce stade ne paraissent pas de nature à arrêter la politique du gouvernement de l'Etat d'Israël, viennent cependant traduire l'appui de l'écrasante majorité de la communauté internationale à l'existence de deux Etats, qui vivent côte à côte en sécurité.

Alors que le gouvernement israélien a pris la responsabilité de créer une famine à Gaza et de priver les habitants d'accès aux soins, alors que la colonisation de la Cisjordanie occupée se poursuit, son annexion étant désormais demandée par la Knesset avec le soutien du gouvernement israélien, au-delà de cette reconnaissance en septembre, se pose la question des actions à mener dans l'urgence pour répondre aux violations majeures des droits humains, du droit international commises au vu et su de toutes et tous. Vous avez la responsabilité des décisions que la France se doit de prendre pour que cela s'arrête.

Des mesures précises ont déjà été demandées par un nombre considérable d'organisations de la société civile en France et en Europe. Certaines dépendent de l'Union européenne, d'autres directement de la France.

A ce titre, la suspension de relations économiques, de coopération, du contrat d'association relève surtout du cadre européen. Décider cela est d'autant plus légitime que de telles mesures s'appuieraient sur le droit international et les dispositions de traités.

La résolution du 18 septembre 2024 de l'Assemblée générale des Nations unies, se fondant sur l'avis consultatif de la CIJ de juillet 2024, réaffirmait les obligations des Etats : notamment, ils ne peuvent pas entretenir de relations économiques ou commerciales avec les colonies israéliennes. De ce fait, l'ensemble des États membres de l'Union européenne doivent bloquer effectivement tout produit et tout service incorporant des composants venant des colonies. La France doit le faire pour ce qui relève de son territoire.

Le rapport présenté fin juin par la Commission européenne aux Etats membres établit sans l'ombre d'un doute qu'Israël contrevient aux dispositions de l'article 2 de l'accord d'association relatif au respect des droits humains. L'accord doit être suspendu sans délai. Le blocage de cette décision par certains Etats membres, les propositions de suspension très partielles qu'avance la Commission pour y répondre, envoient tous deux un message délétère aux autorités de l'Etat d'Israël.

Dans le contexte d'absence de mesures immédiates et déterminées de l'UE, il y a encore plus urgence à prendre des mesures exemplaires, déterminées, de responsabilité nationale, qui seraient ainsi susceptibles en retour de peser sur les blocages européens.

De ce point de vue, j'attends la suspension de toutes les livraisons et transferts de matériels et composants militaires par la France à Israël, conformément aux exigences de la CIJ et du traité sur le commerce des armes. J'attends aussi l'engagement clair de la France à mettre en œuvre les mandats d'arrêt délivrés par la Cour Pénale Internationale sur son territoire.

Monsieur le Président, vous portez la responsabilité des actes comme de l'absence d'actes de la France. La diplomatie et des sanctions, à décider, sont indispensables mais ne peuvent pas suffire face aux conséquences humanitaires immédiates de la politique mise en œuvre par les autorités d'Israël à Gaza. Les largages par avion, aussi médiatiques soient-ils, ne répondent pas au besoin, ne correspondent pas à l'urgence.

J'attends une action susceptible d'arrêter la famine imposée. J'attends le respect par Israël de l'intervention de l'ONU (UNRWA) qui peut enrayer la dynamique génocidaire et le respect du droit international qui impose l'ouverture de corridors humanitaires permettant de ravitailler les populations. En l'absence d'arrivée immédiate de la nourriture aux Gazaouis, J'en appelle à ce que, avec la communauté internationale, vous engagiez les moyens de la France pour rompre le blocus.

A cet égard, j'attends aussi que vous interveniez pour faire pression sur Israël pour libérer les membres de la société civile venus en « flottilles » dans le but d'apporter de l'aide humanitaire et qui font semble-t-il l'objet de mauvais traitements dans les prisons où ils ont été transférés. Certains sont en grève de la faim et il est urgent que tous soient libérés.

Monsieur le Président, ne pas le faire vous ferait porter une responsabilité devant l'Histoire, comme à l'ensemble des autorités qui ont les moyens d'agir.

En tant que **citoyen-ne**, je ne peux pas me résigner face à cette situation insoutenable et je ne peux pas accepter de rester le témoin muet des atrocités commises, sans action concrète de la part de mon pays ni de l'Union européenne. Ne serait-ce que par humanité, je vous adjure d'intervenir pour répondre à cette urgence humanitaire et dans le sens d'une paix juste et durable.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

[Signature]